

<https://www.snetap-fsu.fr/Repression-les-derives-doivent-cesser-le-mouvement-social-doit-pouvoir-s.html>



Répression : les dérives doivent cesser, le mouvement social doit pouvoir s'exprimer.

- Les Dossiers - Vie fédérale -



Date de mise en ligne : mardi 4 février 2020

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Personnels, citoyens, élèves qui se mobilisent contre la réforme des retraites ou les réformes dans l'Éducation subissent pressions, menaces et violences policières : la [FSU](#) alerte sur cette situation inacceptable et appelle le gouvernement à cesser le recours à la répression.

Dans les manifestations, nous constatons encore trop souvent la mise en oeuvre de techniques de maintien de l'ordre inacceptables et attentatoires aux libertés fondamentales. L'interpellation de plusieurs militants à l'issue des manifestations est inadmissible comme nous avons pu le déplorer le 24 janvier dernier : sous le seul prétexte d'avoir maintenu sur lui un badge syndical, un militant de la FSU a été interpellé puis détenu en garde à vue durant 24h et déféré avant d'être relâché sans poursuite. D'autres militants d'autres organisations syndicales ont subi eux-aussi des détentions abusives.

Dans un grand nombre de lycées, les nouvelles épreuves du baccalauréat suscitent des mobilisations importantes, pour contester tant la forme tant l'impréparation est grande que sur le fond. Les personnels comme les lycéens s'opposent à la mise en oeuvre d'un baccalauréat local.

Loin de prendre en compte le sens des actions en cours, la seule réponse de l'institution demeure l'autoritarisme et n'a consisté trop souvent qu'à menacer élèves et personnels, voire à les sanctionner.

Nous ne pouvons qu'être choqués par les charges et les gazages et la mise en garde à vue de lycéens, les interpellations, exclusions prononcées à l'égard de certains d'entre eux, la convocation au commissariat de collègues, l'intrusion de policiers dans des lycées. Pour la FSU, **ces intimidations et violences contre les élèves et les professeurs sont intolérables**. Le ministre de l'Éducation nationale, qui s'obstine à nier l'ampleur de la crise, ne les a toujours ni dénoncées ni même déplorées, renvoyant les incidents à la responsabilité des organisations syndicales, accusées d'instrumentaliser les élèves.

Répression et autoritarisme ne peuvent être une réponse aux larges mobilisations et c'est d'une tout autre attitude comme d'une autre politique dont la société a besoin.

Les Lilas, le 04 février 2020.